

Date:

Page: 45

La double vie de *Panorama*

L'association Web-télé permet indéniablement aux créations télévisuelles de connaître une seconde vie. Pour peu qu'on y mette les moyens, bien entendu.



C'est ce dont sont convaincus les gens de TFO par rapport à certains de leurs produits comme *Panorama*. Diffusée du lundi au jeudi, à 19 h (la case horaire du vendredi cédant la place à *Panorama-Documentaires*), la seule émission télévisée d'affaires publiques touchant particulièrement la communauté francophone de l'Ontario est entièrement offerte dès le lendemain sur la toile du Web. L'émission, animée par Pierre Granger et Gisèle Quenneville, produite à Toronto, mais bénéficiant du large soutien d'une équipe basée à Ottawa, est ainsi découpée par segments pour sa présentation en ligne, ce qui assure un meilleur «contrôle sur ce qu'on regarde», soutient Christine Larouche, directrice des nouveaux médias à TFO.

D'autre part, lorsqu'on interro-



Pierre Granger et Gisèle Quenneville

ge certains membres de l'équipe journalistique, ceux-ci se disent tout à fait ravis d'avoir ainsi accès au Web. Il faut bien comprendre que ce qu'on voit de *Panorama* en ligne, ce n'est pas qu'une bête copie. C'est davantage une suite à ce qui a été vu en ondes. Il y a là un complément d'informations. Ainsi, depuis lundi, dans le cadre du dossier spécial *Bulletin de santé* sur la réforme du réseau de santé en Ontario, les reportages de Mélanie Routhier-Boudreau sont ou seront complétés par une série de renseignements utiles sur le sujet.

C'est bien connu, le Web permet une grande souplesse avec le temps. M^{me} Larouche affirme que les gens de TFO étudient également «la possibilité de donner les entrevues de *Panorama* dans leur intégralité, sans montage.»

D'autre part, les téléspectateurs de *Panorama* ont aussi la possibilité de réagir aux divers reportages diffusés en ondes. Sur le site de l'émission, certains vont même exprimer leur opinion par l'intermédiaire d'une Webcam. On n'arrête vraiment pas le progrès!

UN SECTEUR ÉDUCATIF BOUILLONNANT

Pendant ce temps, toujours à TFO, mais dans un autre domaine, le projet de téléchargement des diverses émissions éducatives de TFO est en train de faire sensation. Selon les données fournies par Christine Larouche, 11 des 12 Conseils scolaires de l'Ontario ont adhéré au projet.

Au lieu de se lever à 3 h du matin pour démarrer l'enregistrement, les enseignants, par l'entremise de leur conseil scolaire, auront dorénavant accès au téléchargement des nombreuses bandes vidéo offertes dans le catalogue de TFO. En fait, ce sont 1800 bandes sur un total de 4000 qui sont actuellement accessibles. Il en a coûté 100 000 \$ à TFO pour mettre en branle ce service. L'objectif étant, selon M^{me} Larouche, «que tous ces documents soient évidemment en ligne».

Le Droit

Date: DEC 13 2006

Page: 14

1/3



Mario BOULIANNE

Téléphone : 613-562-0333

Télécopieur : 613-562-7539

courriel : mboulianne@ledroit.com

Opération radio-don

Les jeunes de l'Outaouais vous lancent un défi.

Ils veulent amasser 20 000 \$ pour leur radio, la Radio Enfant Ado.

Cette somme permettra à la station radiophonique conçue pour les jeunes et opérée par des jeunes d'entrer en ondes de façon permanente en mars prochain, devenant ainsi la première radio enfant-ado au Canada.

La majorité de la somme sera affectée à l'installation permanente de l'antenne de 1000 watts sur la bande AM.

Les jeunes espèrent donc que 20 000 personnes fassent un don de 1 \$ lors de ce radiodon qui aura lieu samedi.

Les jeunes seront postés à différents endroits publics de l'Outaouais dont les Promenades de l'Outaouais, les Galeries Aylmer, le Jean Coutu de Buckingham, pour recevoir vos dons.

Toute la journée, une programmation spéciale vous sera offerte avec plusieurs artistes invités.

Parmi ces invités spéciaux, on compte **Chrystel Demers, Luc Grand, Maison, Audrey Demontigny, Ricky Paquette**, le groupe **Kain** et plusieurs personnalités politiques de la région.

Cette grande opération est rendue possible grâce à la contribution des clubs Optimiste.

Si vous voulez rencontrer les jeunes, rendez-vous au studio situé à la Maison de la culture de Gatineau (local 310). Vous pourrez également y déposer quelques sous

Nouveau local

Bonne nouvelle pour les amateurs de golf de l'Outaouais. **Guy Beaulieu** et son équipe ont aménagé dans des nouveaux locaux pour lancer la saison de golf intérieur à l'Académie de golf Guy Beaulieu.

Dix stations de frappe ainsi que les stations pour jeu court seront à votre disposition.

Dès le 3 janvier, vous — comme moi d'ailleurs — pourrez

raffiner votre jeu en prévision de la saison 2007.

L'Académie est maintenant située au 67, rue de la Galène dans le secteur Hull.

Pour en savoir plus, composez le 819-778-6749 dès le 15 décembre.

Les paniers du maire

C'est aujourd'hui que les membres de la Saint-Vincent-de-Paul seront à l'œuvre pour la confection des paniers de Noël qui seront remis à des familles démunies de Gatineau.

Tous ces paniers ont été remplis grâce aux dons amassés lors Déjeuner du maire qui se tenait au début du mois.

Le président du comité organisateur du Déjeuner, **Gilles Marcoux**, fera d'ailleurs une

présentation aux médias de la région vers 11 h.

On espère confectionner 1400 paniers, qui seront distribués dès demain.

Le mauvais partenaire

Avec tout le respect que je dois à mon collègue **Marc Brasseur**, le chronique **Denis Gratton** aurait été mieux servi s'il m'avait choisi pour le seconder dans son défi de golf l'opposant à **Daniel Séguin** et **Michel Picard**.

Pourtant, Denis connaît bien mes qualités de golfeurs, lui qui n'a jamais pu me battre sur un terrain de golf.

Quant à celles de Marc, vous avez pu en juger par vous-même lors des deux derniers défis qu'il a lancé à Denis...

Le Droit

2/3

Date: DEC 13 2006

Page: 16



Un dessin gagnant

Le ministre Jim Watson a couronné la gagnante de son concours de dessin des Fêtes. C'est le dessin d'**Isabelle Famery**, une élève de 8^e année de l'École secondaire publique Deslauriers, qui illustrera la carte de vœux que le ministre enverra cette année. Le dessin d'Isabelle a été choisi parmi la centaine d'œuvres que le ministre a reçu.



Un beau geste

La Caisse Desjardins de Gatineau a posé un beau geste lundi alors que les dirigeants de l'établissement ont remis 3200\$ aux huit conférences de la Société Saint-Vincent-de-Paul des secteurs de Gatineau, Cantley et Val-des-Monts. Sur la photo, on reconnaît **Jacques Bertrand**, SSVN Notre-Dame du Rosaire; **Gladys Léveillé**, SSVN St-Alexandre; **Bernard W. Morissette**, président de la Caisse Desjardins de Gatineau; **Yolande Horan**, SSVN St-Richard; **Marcel Brissette**, SSVN St-Pierre de Wakefield; **Jeanne d'Arc Hevey**, SSVN St-Mathieu; **Claude Coulombe**, **Michel Lafrance**, **Ronald Marengère**, **Denis Tassé** et **Lionel Beaulne**, respectivement directeur général et dirigeants de la Caisse Desjardins de Gatineau; **Richard Boulton**, SSVN Jean XXIII ainsi qu'**André Arcand**, SSVN Ste-Élisabeth de Cantley.

Le Droit

Date: DEC 13 2006

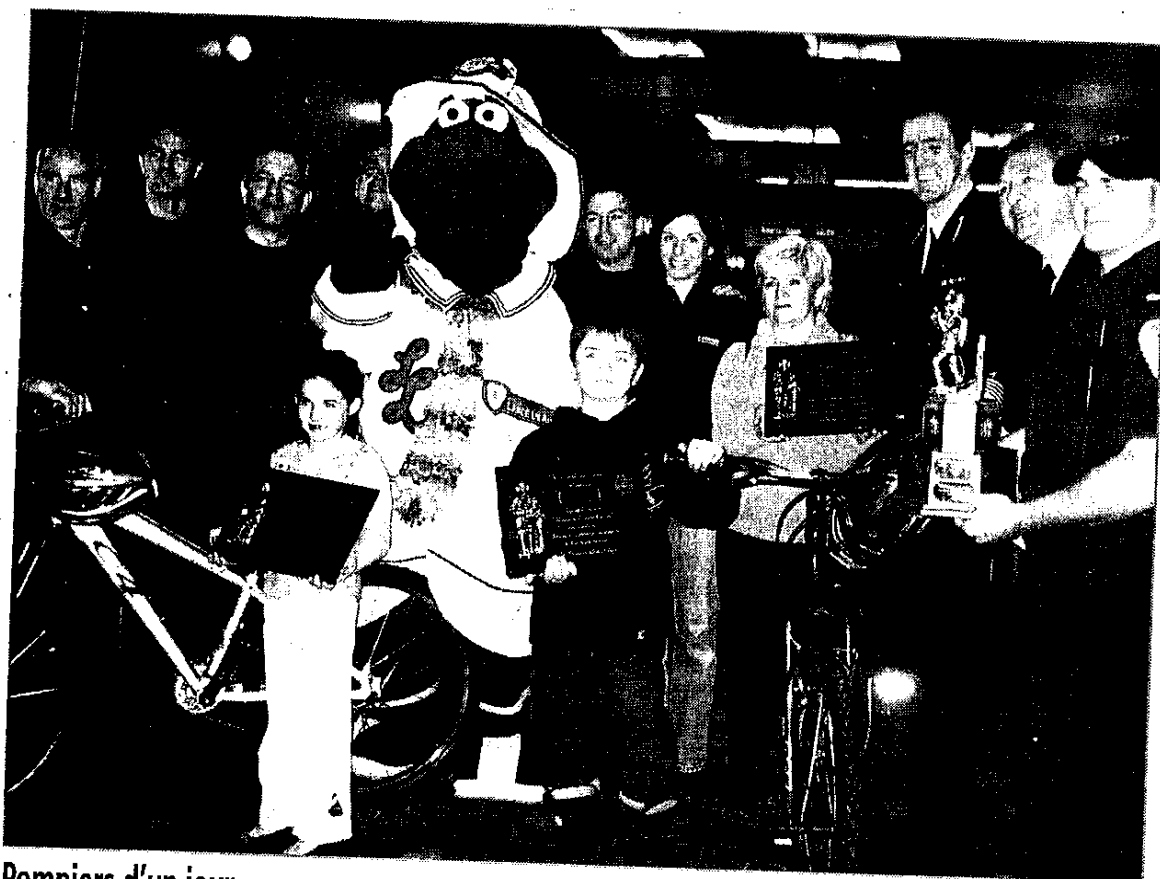
Page: 18



3/3

C'est terminé à Prescott et Russell

Centraide Prescott et Russell a clôturé sa campagne de financement 2006 sur une note gagnante, mercredi, à Bourget. Une somme de 211 388 \$ a été amassée, dépassant ainsi l'objectif de 210 000 \$. Le président de la campagne, **André Labonté**, directeur de TD Canada Trust à Hawkesbury, a profité de la soirée de clôture pour remercier les donateurs. L'an dernier, Centraide Prescott et Russell a aidé 16 organismes communautaires de cette région. Sur la photo, la présidente du conseil d'administration de Centraide Prescott et Russell, **Chantal Ménard**; le président de la campagne 2006, **André Labonté**; l'ambassadeur de la campagne 2006, **Sylvain St-Pierre**; un membre du cabinet de la campagne 2006, **Yves Robert**; la directrice générale de Centraide Prescott et Russell, **Agathe Bélanger**; et la coordonnatrice de la campagne 2006, **Sylvie Guénette**.



Pompiers d'un jour

Dans le cadre du concours Pompier et pompière d'un jour, tenu pendant la semaine de prévention des incendies, deux jeunes de l'Outaouais ont remporté le premier prix. **Ariane Brodeur**, une élève de 2^e année de l'école Rapides Deschênes, et **Zachary Ricard**, en 2^e année à l'école St-Jean de Brébeuf, ont été reçus en vainqueurs par les organisateurs du concours qui leur ont remis une bicyclette neuve. Sur la photo, les jeunes gagnants sont accompagnés du Lt **Michel Pilote**, du Lt **Simon Deslauriers**, de **Gilles Mailloux**, de CHOT-TVA; du Lt **Justin Blouin**, de **Thalie Tremblay**, du *Droit*; de M^{me} **Gagné**, de l'école Saint-Jean de Brébeuf; du directeur **André Bonneau**, du chef **Pierre Mantville** et du Lt **Yan Plouffe**.

L'UQO ne voudrait que du français dans ses cours

18 Droit

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) pourrait rayer de la carte dès le printemps prochain l'ensemble de ses cours offerts en langue anglaise.

Le *Droit* a appris qu'une des avenues proposées par le conseil d'administration sera de faire de l'UQO une université exclusivement francophone, ce qu'a confirmé, hier, le recteur, Jean

Vaillancourt.

Deux programmes de Maîtrise - Maîtrise en gestion de projet et MBA spécialisé en services financiers - sont actuellement offerts entièrement en anglais. En tout, huit programmes permettent à des étudiants anglophones de suivre certains cours dans leur langue maternelle.

Selon le recteur, près de 300 étudiants sont actuellement inscrits à des cours donnés en langue

anglaise. La population d'étudiants anglophones à l'UQO n'a cessé de croître depuis 2001.

Ces étudiants pourront toutefois terminer leur formation en anglais même si la décision d'abolir les programmes est prise, précise le recteur.

L'abolition de l'offre de cours en anglais est l'une des avenues proposées par l'UQO dans son projet de politique linguistique qui sera rendu public jeudi, lors

d'une conférence de presse.

«La politique fera l'objet d'une consultation qui permettra à toute la population de se prononcer sur les mesures proposées», indique M. Vaillancourt. La politique finale sera adoptée après cette consultation, probablement au printemps prochain. La question de la langue comporte des aspects sociaux et émotifs importants, et nous devons tenir compte»

Certains, comme le président d'Impératif français, Jean-Paul Perreault, n'ont pas attendu la consultation publique pour se prononcer sur le sujet. «L'UQO doit cesser de prendre des ressources pour développer son offre de cours en anglais, dit-il. Le développement de l'UQO doit reposer sur la création de nouveaux programmes en français, c'est sa mission, c'est pour ça qu'elle a été créée. Là, on tente d'angliciser l'UQO et c'est pour cette raison qu'on se retrouve dans un débat sur sa mission.»

M. Perreault ajoute que l'UQO, en comparaison avec les universités de Sherbrooke, Trois-Rivières et Chicoutimi, accuse un déficit important dans son offre de programmes, et ce à tous les cycles. «L'UQO n'offre que la moitié des programmes de premier cycle qui sont offerts à Sherbrooke, Chicoutimi et Trois-Rivières, signale-t-il. L'Outaouais n'a pas sa part de programmes en français, alors pourquoi développer son offre en anglais?»

La volonté de l'UQO d'abolir son offre de cours en anglais ne date pas d'hier. Déjà, en 2004, le Groupe UQO-Rayonnement international, aujourd'hui dissout, s'opposait à la fermeture des programmes anglophones.

À l'époque, ces étudiants finissants avançaient que la fermeture de ces programmes causerait la perte de plusieurs professeurs qualifiés, la perte pour l'université de l'accréditation au Projet Management Institute de l'Association mondiale des gestionnaires de projet, le retrait d'employeurs favorisant l'embauche d'étudiants en gestion de projet et en administration des affaires, la perte de masse critique d'étudiants nécessaire pour maintenir les programmes de second cycle viables, un recul financier entraînant des coupures dans les services offerts aux étudiants et la perte d'un grand choix de cours.

ASSOCIATION ÉTUDIANTE

L'Association générale des étudiants (AGE), pour sa part, n'a pas encore statué sur la question des programmes offerts en anglais. Le secrétaire général de l'AGE, David Clément, indique toutefois qu'il n'a rien contre l'offre de cours en anglais à condition que les mêmes cours soient disponibles en français. «Si les cours en anglais sont maintenus, l'UQO a cependant la responsabilité d'offrir des services adaptés aux étudiants anglophones», dit-il.

Pas de permis de conduire pour les décrocheurs de moins de 18 ans

Presse Canadienne - TORONTO

Les étudiants ontariens du secondaire deviendront les premiers au pays à risquer de perdre leur permis de conduire s'ils désertent les bancs d'école avant l'âge de 18 ans, en vertu d'un projet de loi qui devait être adopté mardi.

La nouvelle loi, qui permettrait de dépouiller de son permis tout étudiant se retrouvant en cour pour non-fréquentation scolaire, envoie un message clair aux jeunes, bien que de récents amendements aient atténué le caractère punitif de la législation, a déclaré le premier ministre Dalton McGuinty.

On dit simplement aux jeunes qu'il n'est plus acceptable, dans une économie fondée sur le savoir, de quitter l'école à 16 ans et de trainer au centre commercial, a ajouté le premier ministre.

Ces changements obligent les jeunes à rester à l'école deux ans de plus qu'ils n'y étaient tenus auparavant, mais on leur permet par ailleurs d'obtenir leur diplôme de différentes façons, notamment au moyen d'une formation d'apprenti ou dans le cadre d'un programme travail-études. Ces crédits devront être

reconnus par un directeur d'école secondaire.

Initialement, le projet de loi avait suscité la controverse. Les libéraux voulaient obliger tout étudiant du secondaire à prouver qu'il fréquentait l'école avant d'obtenir un permis de conduire. Le gouvernement a reculé, reconnaissant que cela serait difficile à faire respecter. Maintenant, seule la petite proportion d'étudiants qui se retrouvent devant un tribunal chargé de faire respecter la loi sur l'assiduité scolaire risquent de perdre leur permis.

L'amendement a satisfait certains critiques qui disaient qu'il vaudrait mieux que le gouvernement utilise la carotte plutôt que le bâton pour garder les étudiants en classe plus longtemps. Mais plusieurs disent qu'il faudra davantage qu'une loi pour empêcher les jeunes d'abandonner l'école.

L'objectif du gouvernement est de faire passer le taux de décrochage en Ontario de 30 à 15 % d'ici 2010. En vertu de la nouvelle loi, les étudiants, parents et employeurs qui embaucheraient des étudiants pendant les heures de cours seraient aussi passibles d'amendes pouvant atteindre 1000 \$.

L'ECONOMIE

L'Université Laval parrainera un programme de recherche pour aider l'industrie forestière

Presse Canadienne QUÉBEC

Pour aider l'industrie forestière à sortir de la crise qu'elle affronte depuis quelque temps, l'Université Laval parrainera un vaste programme de recherche visant à améliorer ses performances et à assurer son avenir.

Lancé hier, ce programme de recherche nécessitera des fonds de 3,5 millions \$, dont une contribution du gouvernement du Québec pouvant atteindre 1,7 million \$.

Le Programme de recherche

sur les entrepreneurs forestiers de récolte et de transport (PRE-FORT) vise à «développer des outils diagnostiques de la performance des entreprises forestières et des outils d'aide à la décision pour les entrepreneurs gestionnaires», a résumé l'un des pères du programme, le professeur Luc LeBel, de l'Université Laval, en conférence de presse.

Par divers projets, la recherche devrait mieux définir les «conditions requises» pour mener à bien l'exploitation forestière.

Elle comporte aussi un volet formation, pour intéresser les

jeunes à ce secteur d'activités.

Parallèlement, un sondage sera mené auprès de 2500 entrepreneurs forestiers du Québec pour connaître leurs inquiétudes et tracer un portrait de leur situation.

La recherche tournera autour de quatre axes: établir un modèle du réseau d'approvisionnement forestier ainsi qu'un modèle d'évaluation de la performance, tracer le profil des entrepreneurs et de leurs pratiques de gestion et, enfin, favoriser le mentorat et la formation d'une relève pour ce secteur.